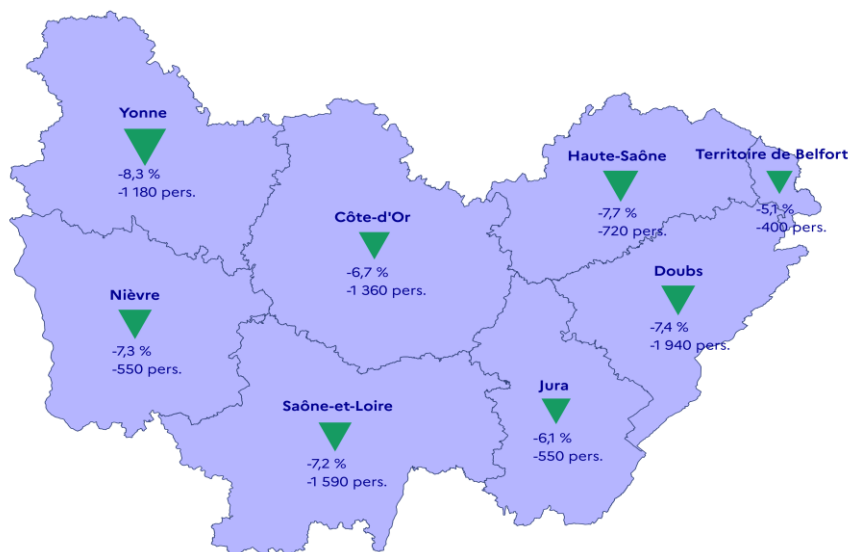


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 5,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : 7 020 (- 7,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : 5 430 (+ 2,6 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : 12 450 (- 3,3 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : 14 130 (- 3,4 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : 426
Cat. G : 3 482

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,9 % au 1^{er} trimestre 2025
+ 0,2 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

64 160 au 1^{er} trimestre 2025
- 0,0 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 610 intérimaires au 1^{er} trimestre 2025
+ 2,4 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

Au premier trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans la Nièvre est stable par rapport au 4^e trimestre 2024. Toutefois, certains secteurs montrent des évolutions contrastées, en particulier hors intérim. Le commerce enregistre une baisse de 0,5 %, tandis que la construction accuse un recul plus marqué de 1,0 %. L'emploi industriel se replie légèrement, avec des disparités marquées entre sous-secteurs : la fabrication d'équipements électroniques et de machines progresse alors que l'agroalimentaire et la métallurgie se replient. Dans les services marchands, l'hébergement-restauration affiche un certains dynamisme. Les services aux entreprises créent à nouveau des emplois. En revanche, les transports et l'entrepôt sont en net retrait. L'agriculture résiste bien. Les services non marchands, principal vivier d'emplois dans le département, connaissent une légère contraction. Enfin, l'intérim progresse, à l'exception notable de la construction et de l'industrie. L'usage de l'activité partielle décroît comparé à la fin 2024, tout en restant relativement marginal. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 1,2 % sur un an, soit 70 foyers supplémentaires.

Au deuxième trimestre 2025

Le volume d'heures autorisées pour l'activité partielle s'accroît par rapport au 1^{er} trimestre. Les défaillances d'entreprises et le nombre d'emplois menacés sont moins nombreux. Les créations d'entreprises progressent par rapport à l'an passé, avec environ 200 nouveaux entrepreneurs comptabilisés (hors micro-entrepreneurs). Le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement, notamment en raison d'un bond des sorties des listes de France Travail (cat. ABC : +55,6 % sur le trimestre). Ce changement résulte principalement d'une évolution des règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. En début d'année, certaines personnes restaient inscrites sans avoir à s'actualiser, ce qui augmentait artificiellement les chiffres. Depuis avril, ces règles ont changé, entraînant une régularisation du nombre d'inscrits et une hausse mécanique des sorties.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Nièvre :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	7 020	-7,3	+6,8
Catégories B, C	5 430	+2,6	-1,6
Catégories A, B, C	12 450	-3,3	+2,9
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	108 240	-7,1	+7,1
Catégories B, C	95 380	+3,0	+0,7
Catégories A, B, C	203 620	-2,7	+4,0
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	168 610	-0,9	+2,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Nièvre :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	840	-3,4	+3,7
Catégorie E	840	-5,6	+1,2
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	426	/	/
Catégorie G	3 482	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 890	-2,2	-1,8
Catégorie E	12 390	-3,1	-3,9
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	7 604	/	/
Catégorie G	25 965	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

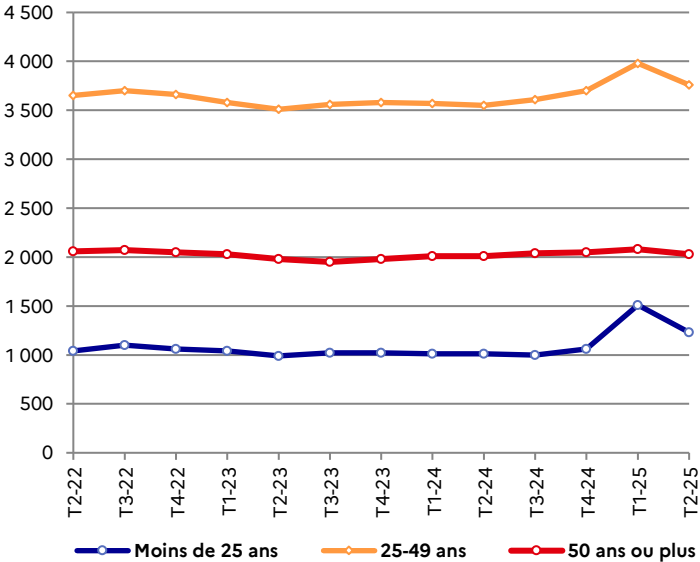
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Nièvre		BFC	
	T2 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	3 800	-8,2	-6,8	+7,0
< 25 ans	650	-20,7	-18,3	+20,4
25 - 49 ans	2 090	-5,9	-4,7	+5,6
50 ans ou plus	1 060	-4,5	-3,0	+3,7
Femmes	3 220	-6,1	-7,4	+6,6
< 25 ans	580	-15,9	-17,8	+21,0
25 - 49 ans	1 670	-5,6	-6,0	+4,3
50 ans ou plus	970	0,0	-3,3	+4,0
Total	7 020	-7,3	-7,1	+7,1
< 25 ans	1 230	-18,5	-18,0	+22,1
25 - 49 ans	3 760	-5,5	-5,3	+5,0
50 ans ou plus	2 030	-2,4	-3,2	+3,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 240	-3,7	+3,1	-2,6	+4,8
< 25 ans	1 010	-13,7	+11,0	-10,0	+15,5
25 - 49 ans	3 530	-1,4	+4,7	-1,2	+3,3
50 ans et plus	1 700	-1,7	-4,0	-0,9	+2,7
Femmes	6 210	-2,8	+2,6	-2,7	+3,2
< 25 ans	930	-7,9	+17,7	-9,0	+14,7
25 - 49 ans	3 370	-2,6	-0,3	-2,0	+1,8
50 ans et plus	1 900	-0,5	+1,1	-0,9	+1,1
Total	12 450	-3,3	+2,9	-2,7	+4,0
< 25 ans	1 950	-11,0	+14,7	-9,5	+15,1
25 - 49 ans	6 900	-2,0	+2,4	-1,6	+2,5
50 ans et plus	3 600	-1,1	-1,4	-0,9	+1,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 820	-7,2	+0,1	-5,7	+3,6
DELD :					
1 à 2 ans	2 560	+4,1	+11,8	+2,6	+7,2
2 à 3 ans	1 140	0,0	+7,5	+0,3	+9,4
3 ans et plus	1 930	+0,5	0,0	+0,7	-1,6
Total DELD	5 630	+2,0	+6,6	+1,5	+4,5
Part des DELD	45,2%	+2,3 pt	+1,6 pt	+1,8 pt	+0,2 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	138	-28	-16,7	-345	-13,6
Fin de mission d'intérim	41	-3	-6,8	-338	-24,7
Démission	56	-7	-11,1	-140	-14,0
Rupture conventionnelle	64	-8	-11,6	-26	-2,2
Licenc. économique	20	+6	+46,3	+18	+4,8
Autre licenciement	59	-4	-5,8	-34	-2,9
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	29	-4	-13,0	-172	-28,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	189	-47	-20,0	-491	-13,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	180	-36	-16,5	-585	-17,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	624	+544	+680,4	+7 701	+620,2
Motif indéterminé	64	-27	-29,8	-336	-22,6
Total	1 465	+387	+35,9	+5 251	+29,0

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	129	-32	-19,8	-428	-17,2
Entrée en stage ou formation	107	-10	-8,3	-47	-2,7
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	108	+17	+18,2	-11	-0,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	1 155	+596	+106,7	+7 498	+78,9
Radiation administrative	79	-53	-40,1	-634	-33,2
Autre cas ⁽³⁾	137	+44	+47,7	+1 171	+78,6
Total	1 715	+563	+48,8	+7 549	+40,0

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

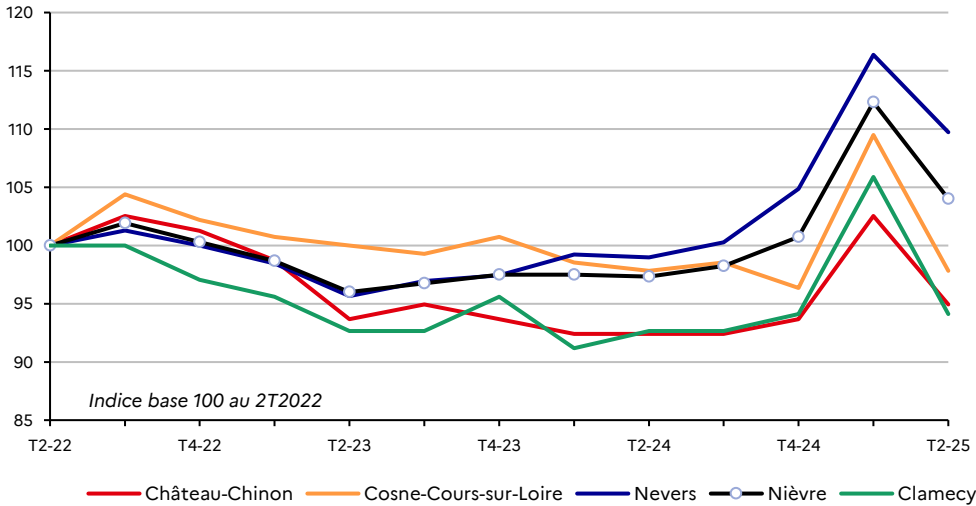
* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	Catégorie A	T2 2025	Var. (en %) sur		Part (en %) des		
			1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors
	Château-Chinon	750	-7,4	+2,7	46,7	14,7	37,3
	Clamecy	640	-11,1	+1,6	45,3	15,6	32,8
	Cosne-Cours-sur-L.	1 340	-10,7	0,0	48,5	14,2	34,3
	Nevers	4 290	-5,7	+10,9	44,8	19,4	25,4
	Nièvre	7 020	-7,3	+6,8	45,9	17,5	28,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.
Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des inscrits de Cat. A (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO	Catégories A, B, C	T2 2025	Var. (en %) sur		Plus de un an		
			1 Trim.	1 an	T2 2025	Var. (en %) sur	
						1 Trim.	1 an
	Château-Chinon	1 460	-2,7	+2,1	760	+4,1	+7,0
	Clamecy	1 190	-3,3	+4,4	590	+1,7	+7,3
	Cosne-Cours-sur-L.	2 660	-4,7	+2,7	1 260	0,0	+7,7
	Nevers	7 150	-2,6	+2,9	3 020	+2,4	+6,0
	Nièvre	12 450	-3,3	+2,9	5 630	+2,0	+6,6

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
160	+23,1	190	+72,7
190	+58,3	190	+72,7
390	+34,5	430	+72,0
920	+16,5	1 020	+45,7
1 660	+24,8	1 820	+55,6

Note méthodologique :
La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.
Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Activité partielle

Données CJO*		Nièvre	
Heures autorisées		T1 2025	T2 2025
Nombre de demandes en cours		20	28
Volume d'heures autorisées		38 151	57 106
dont :	Agriculture	0	5 705
	Industrie	31 885	42 644
	Construction	141	768
	Commerce	1 970	129
	Services	4 155	7 860
Etablissements autorisés		16	27
dont :	étabs de 50 sal. et plus	2	2
Nombre de salariés concernés**		369	446
Total heures autorisées 12 mois glissés		180 799	191 660

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Heures consommées		Nièvre	
		T4 2024	T1 2025
Nombre d'heures consommées*		39 194	12 885
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	33 385	10 025
	Construction	0	111
	Commerce	4 249	0
	Services	1 560	2 749
Etabs ayant consommé des heures		16	14
dont :	étabs de 50 sal. et plus	5	1
Nombre de salariés concernés**		280	93
Total heures consommées 12 mois glissés		70 100	74 687

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Nièvre	
Créations d'entreprises		T2 2025	Evol./T2 2024
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		562	+5,6
dont :	Entreprises individuelles	83	+5,1
	Micro-entrepreneurs	359	-0,3
	Sociétés	120	+29,0
Cumul sur 12 mois glissés		2 004	-1,0
Nombre de créations d'entreprises			
hors micro-entrepreneurs		203	+18,0
Cumul sur 12 mois glissés		726	0,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

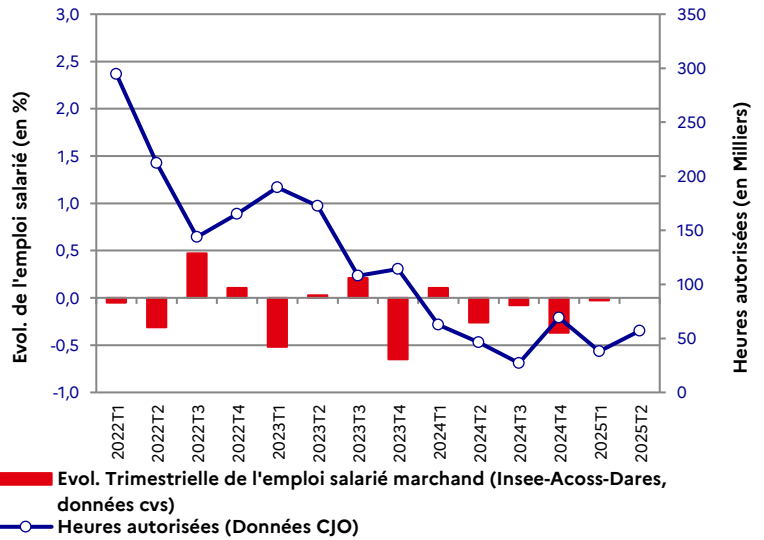
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

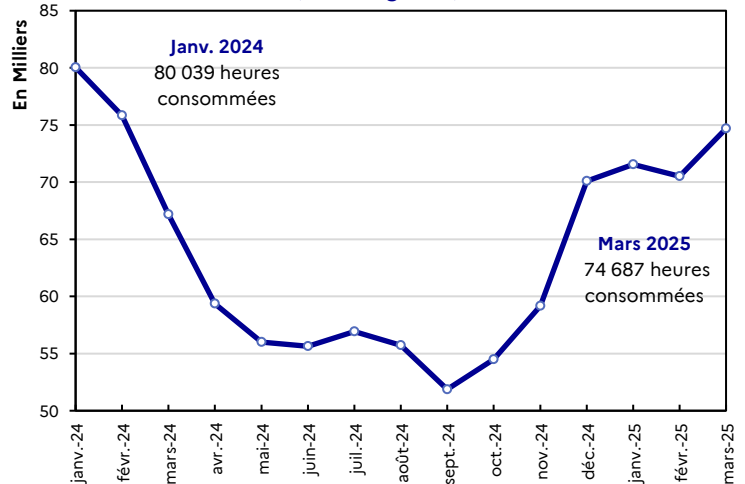
Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Activité partielle : heures autorisées



Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures		Nièvre	
		T2 2025	Evol./T2 2024
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		31	-22,5
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	12	+9,1
	Liquidations judiciaires directes	18	-33,3
Nombre d'emplois menacés		69	-44,8
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	19	+18,8
	Construction	s	s
	Commerce	11	-65,6
	Services	36	-39,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		160	+17,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

Effectifs salariés par secteur d'activité

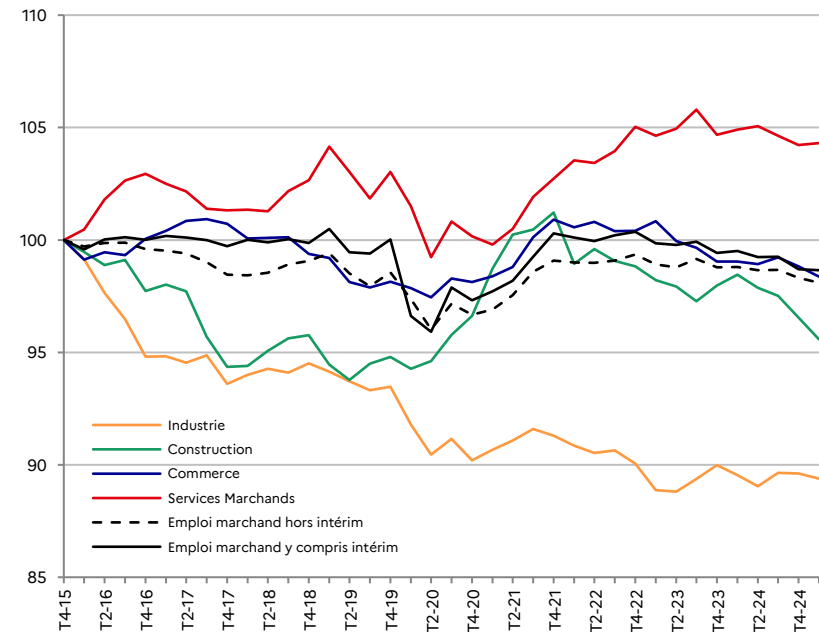
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Nièvre 1 ^{er} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 360	+20	+1,3	+40	+3,4	1 380	+30	+2,1	+50	+4,0
Industrie	8 520	-20	-0,2	-10	-0,2	9 280	-50	-0,5	-90	-1,0
Industrie agro-alimentaire	1 050	-10	-0,6	+40	+3,4	1 130	-70	-5,6	+30	+2,5
Industries extractives, énergie, eau, déchets	850	0	+0,2	+20	+1,9	890	0	+0,1	0	+0,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	860	+20	+1,8	+30	+3,8	920	+40	+4,3	+30	+3,7
Matériels de transport	930	0	-0,2	-10	-0,9	1 050	-20	-1,6	-50	-4,9
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	4 830	-30	-0,6	-90	-1,8	5 290	0	-0,1	-100	-1,9
Construction	3 120	-30	-1,0	-90	-2,9	3 260	-50	-1,5	-120	-3,4
Commerce ; réparation auto.	8 220	-40	-0,5	-60	-0,7	8 610	+30	+0,3	+20	+0,2
Services marchands	14 940	+10	+0,1	-80	-0,6	15 350	+50	+0,3	-120	-0,8
Transports et entreposage	3 950	-30	-0,7	+60	+1,5	4 120	+10	+0,3	+70	+1,8
Hébergement et restauration	2 110	+20	+1,2	-70	-3,0	2 120	+20	+1,0	-70	-3,2
Information et communication	280	-10	-3,0	-40	-11,3	280	-10	-2,8	-50	-13,9
Services financiers	1 220	-10	-1,0	-40	-3,0	1 220	-10	-1,1	-40	-3,0
Services immobiliers	460	0	-0,9	-10	-1,2	470	0	-0,7	-10	-1,5
Services aux entreprises	3 530	+30	+0,9	+50	+1,5	3 740	+30	+0,7	+20	+0,5
Services aux ménages	3 390	+10	+0,3	-50	-1,5	3 400	+10	+0,3	-50	-1,5
Services non marchands	26 220	-20	-0,1	-140	-0,5	26 280	-30	-0,1	-160	-0,6
Ensemble	62 380	-80	-0,1	-340	-0,5	64 160	-20	-0,0	-410	-0,6

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Drees BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

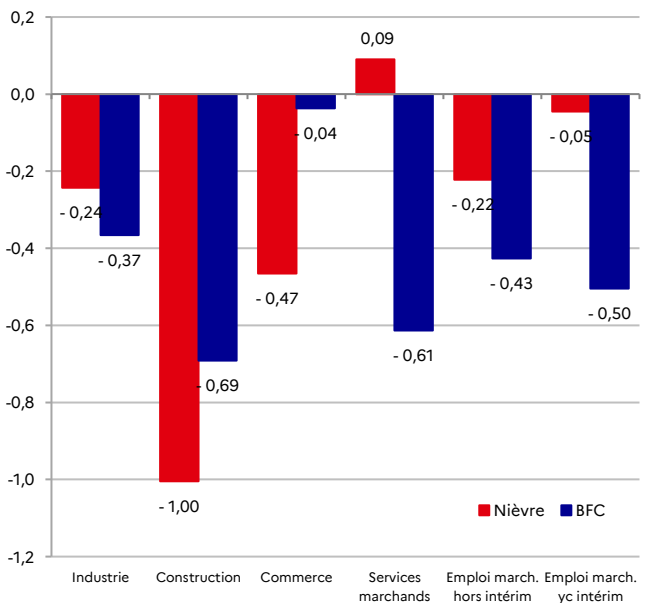
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.
Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional
(entre le 4^{ème} trim. 2024 et le 1^{er} trim. 2025 , en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Nièvre 1 ^{er} trimestre 2025 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	20	+147,0	+57,1	1,1	+0,6	10	0,0	0,0	0,8	-0,5
Industrie	780	-4,2	-9,8	8,3	-0,8	780	-1,3	-10,3	2,3	-0,2
Construction	130	-5,8	-1,6	3,9	+0,1	120	0,0	0,0	2,5	-0,3
Commerce	120	+13,3	+4,8	1,5	+0,1	130	+18,2	+8,3	4,2	-0,5
Services	570	+10,4	+4,5	3,7	+0,2	570	+5,6	+5,6	0,7	0,0
Ensemble	1 610	+2,4	-2,9	4,3	-0,1	1 600	+1,3	-3,6	1,8	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

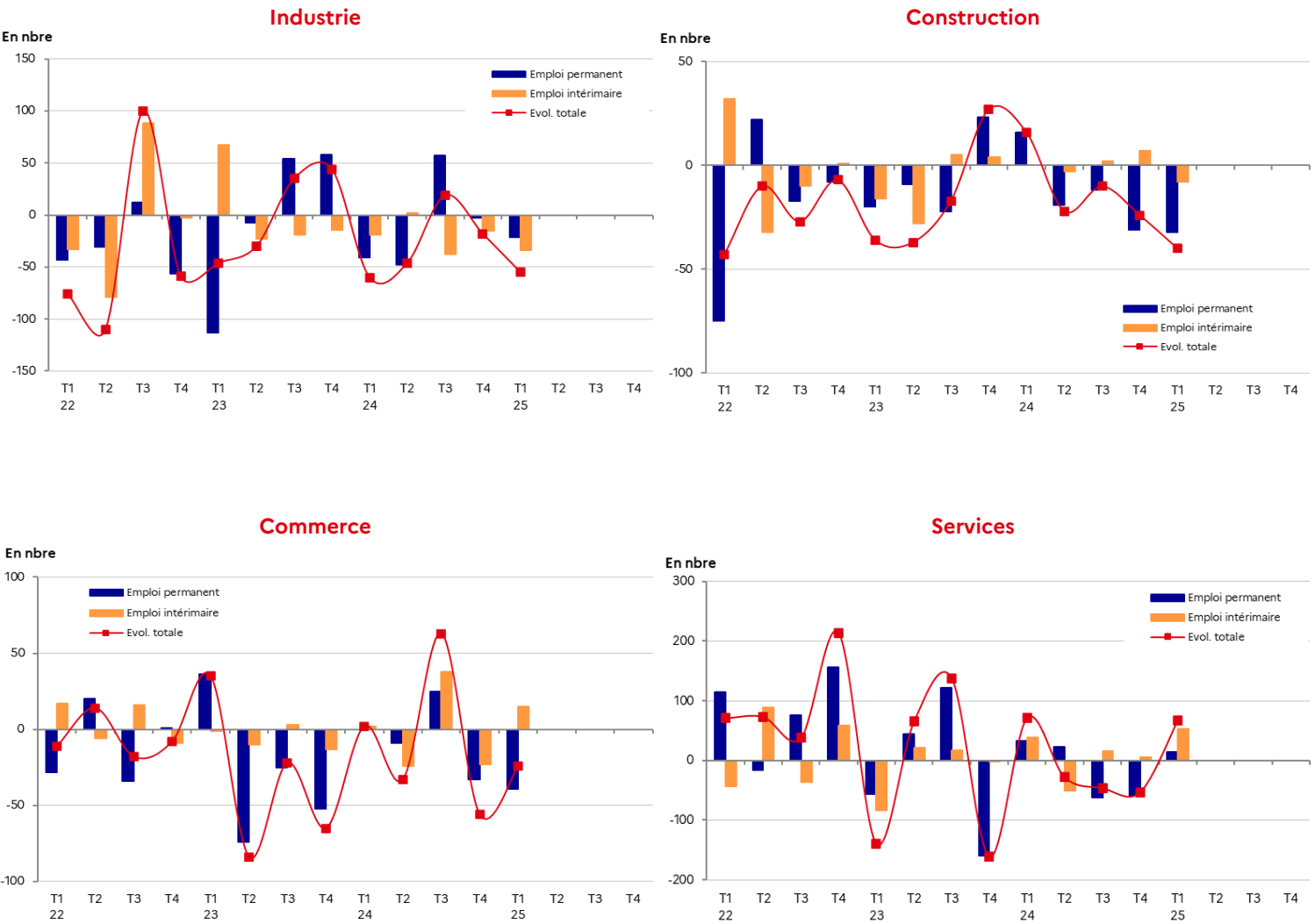
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Nièvre	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1 ^{er} trimestre 2025					
Embauches	333	307	1 010	7 517	9 167
Répartition en %	3,6	3,3	11,0	82,0	100,0
dont en % :					
CDD	46,8	43,6	67,6	87,3	82,2
< 25 ans	34,2	26,7	42,7	22,0	24,9
25 - 49 ans	44,4	57,0	41,0	50,7	49,6
50 - 54 ans	9,3	4,9	4,2	9,5	8,7
55 ans ou plus	10,8	7,8	11,4	17,2	16,0
Femmes	37,8	12,1	54,6	66,2	62,1
Sorties	381	322	1 059	7 273	9 035
Répartition en %	4,2	3,5	11,6	79,3	100,0
dont en % :					
Fins de CDD	26,2	18,6	56,4	84,9	76,7
dont CDD < 1 mois	30,0	30,0	61,3	91,8	87,8
Démissions	23,1	30,1	17,9	6,1	9,0
Licenciements économiques	1,0	9,9	0,5	0,4	0,7
Licenc. non économiques	15,5	13,7	9,1	2,7	4,3
Retraite	9,2	0,9	2,3	1,4	1,8
Ruptures Conventionnelles	11,3	11,5	3,1	1,1	2,2
< 25 ans	26,0	23,0	39,1	21,7	24,0
25 - 49 ans	44,6	58,4	43,0	49,3	48,7
50 - 54 ans	7,3	8,4	3,8	9,7	8,9
55 ans ou plus	21,3	8,4	13,6	18,7	17,9
Femmes	34,1	9,6	55,0	67,1	62,2

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 46,8 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

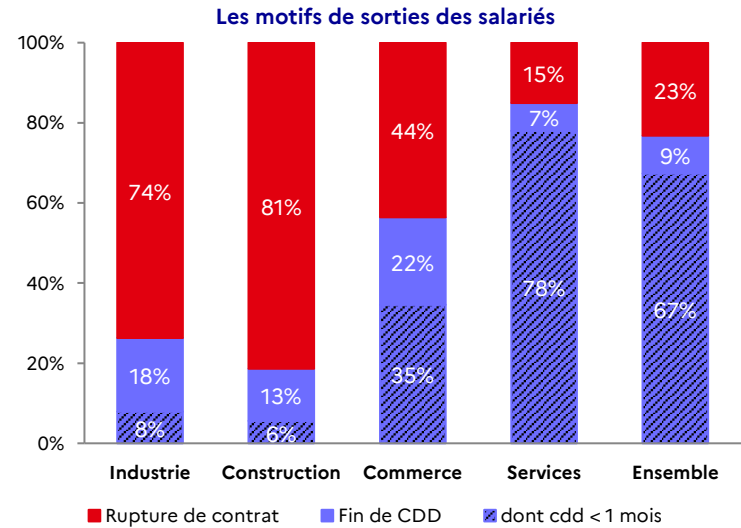
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

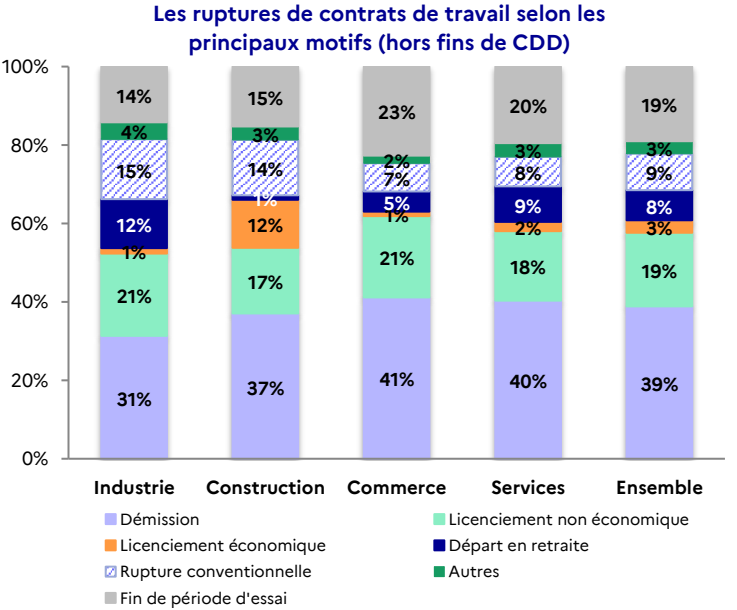
L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoess et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 31 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Nièvre	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1 ^{er} trimestre 2025						
Actifs en emploi (en %)	10,6	55,9	13,7	19,8	53,2	29,1
Embauches	2 280	4 548	801	1 471	5 693	1 422
dont en % :						
CDD	82,9	79,8	83,3	88,2	87,1	88,3
Sorties	2 165	4 401	800	1 615	5 624	1 379
dont en % :						
Fins de CDD	79,4	75,5	77,6	77,0	83,0	85,6
dont CDD < 1 mois	85,2	86,5	92,9	92,4	89,8	88,3
Démissions	8,2	11,2	7,5	4,3	6,5	6,7
Licenciements économiques	0,1	0,8	1,6	1,1	0,4	0,1
Licenc. non économiques	5,3	4,1	4,6	3,5	3,3	3,2
Retraite	0,0	0,0	0,0	10,0	1,5	0,0
Ruptures Conventionnelles	0,8	3,0	2,6	1,5	1,6	0,3

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 88,2 % ont signé un CDD.

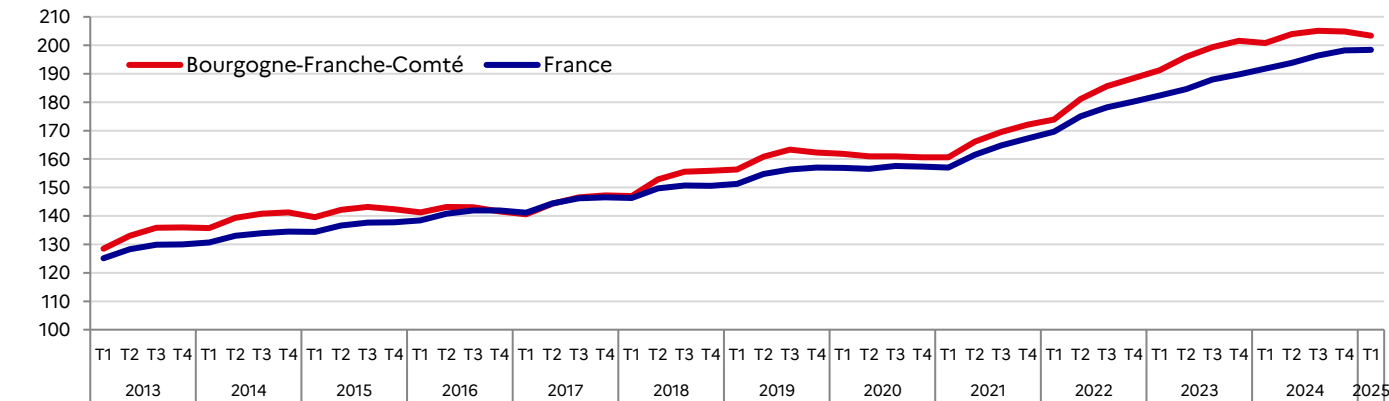
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 110	22,6	-0,3	-130	-0,1	248	0,5	-4,2	+13	+5,5
Doubs	230 293	197 360	19,9	-0,3	-1 720	-0,9	33 926	70,8	-0,8	+292	+0,9
Jura	107 034	87 330	8,8	-0,2	-730	-0,8	7 933	16,5	-0,1	+228	+3,0
Nièvre	71 592	64 160	6,5	-0,0	-410	-0,6	25	0,1	0,0	0	0,0
Haute-Saône	93 962	68 180	6,9	-0,3	-1 260	-1,8	804	1,7	-0,1	+26	+3,3
Saône-et-Loire	214 640	191 420	19,3	-0,4	-1 920	-1,0	248	0,5	0,0	+13	+5,5
Yonne	128 463	109 300	11,0	-0,3	-580	-0,5	40	0,1	+8,1	+9	+29,0
Territoire de Belfort	55 890	48 310	4,9	-1,2	-860	-1,8	4 720	9,8	-1,1	+21	+0,4
BFC	1 130 545	990 180	100,0	-0,3	-7 620	-0,8	47 944	100,0	-0,7	+602	+1,3

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

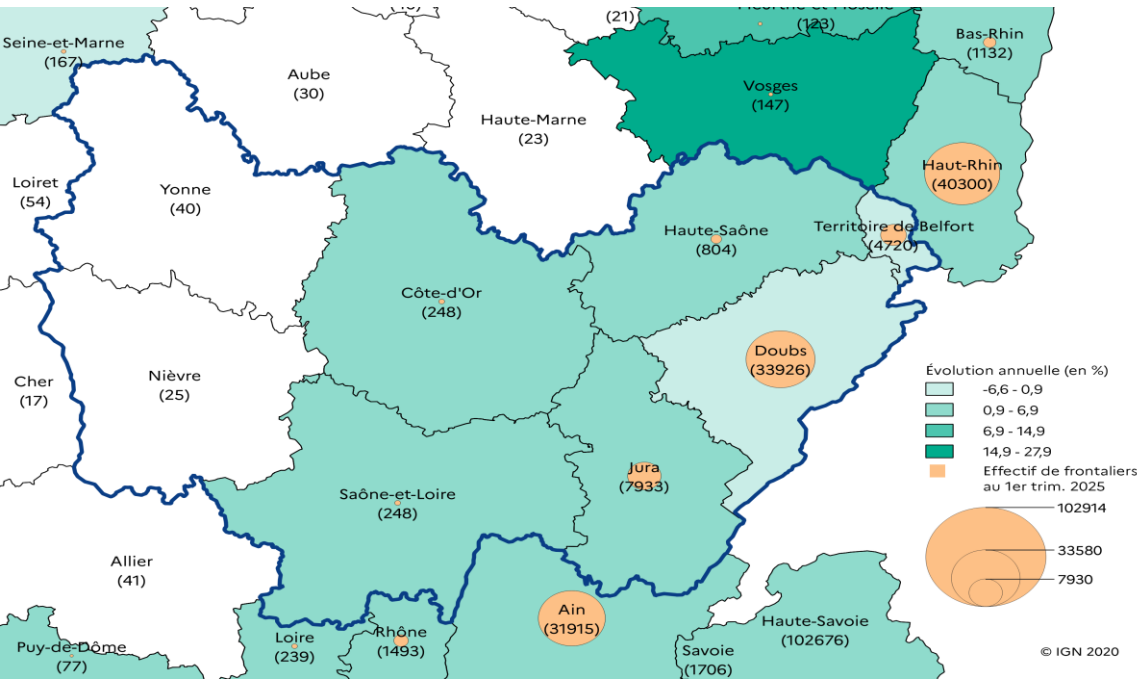
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 0,9 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 926 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Nièvre			BFC
	T2 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	200	380	+16,6	+12,5
dt résidents QPV	26	35	+40,0	+9,1
CEJ*	218	516	-3,6	-7,0

Données provisoires	Nièvre			BFC
	T4 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	58	181	-25,5	-25,6
jeunes	15	63	-36,4	-31,2
seniors	19	48	-14,3	-13,1
bénéficiaires RSA	13	48	+4,3	-10,4
DELD	32	92	-24,0	-22,2
TH	13	38	-19,1	-12,2
résidents QPV	6	17	+21,4	+3,5
résidents ZRR	38	118	-22,4	-29,5
éducation nationale	s	s	-23,8	-14,6
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2025)				
- secteur public	-	-	-	-66,7
- secteur privé	87	87	-1,1	-1,8

* Données arrêtées à la semaine 26 s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
Côte d'Or	291	1 370	-9,2
Doubs	391	1 789	+2,1
Jura	275	1 120	+7,9
Nièvre	168	725	-9,7
Haute-Saône	156	701	+14,5
Saône-et-Loire	376	1 523	-9,6
Yonne	291	1 408	-9,9
Territoire de Belfort	104	502	+10,6
BFC	2 052	9 138	-2,9

Sources des tableaux :
Entrées :
PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
PEC : DARES
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté
IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Nièvre		BFC
	T2 2025	Var.(%)/ T2 2024	Var.(%)/ T2 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	97	-33,0	-42,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	591	-25,9	-6,6
CEJ*	505	-1,9	-11,4
IAE (au 4T 2024)	656	+5,0	-0,8

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2024)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 083	+5,2	39 120	+3,9	9 203	+3,8	1 447	+3,3
Doubs	12 687	+2,4	33 650	+2,5	10 163	-1,8	1 587	+7,7
Jura	3 513	+5,0	15 733	+2,9	5 433	-0,7	553	-5,7
Nièvre	5 790	+1,2	13 907	+2,5	6 503	+1,7	723	+5,9
Haute-Saône	4 007	+2,0	15 267	+3,2	6 053	+4,1	840	-2,3
Saône-et-Loire	9 457	-1,2	37 517	+4,6	12 763	+2,4	1 650	-2,6
Yonne	8 710	-0,4	23 320	+3,1	7 707	0,0	1 140	+5,2
Territoire de Belfort	4 140	+1,5	9 697	+2,6	2 807	+6,7	637	+6,1
BFC	58 387	+1,8	188 210	+3,4	60 633	+1,6	8 577	+2,3

* Moyenne trimestrielle.

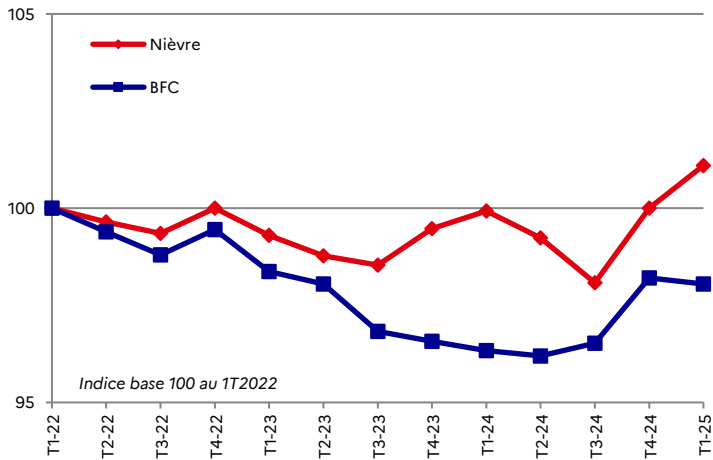
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

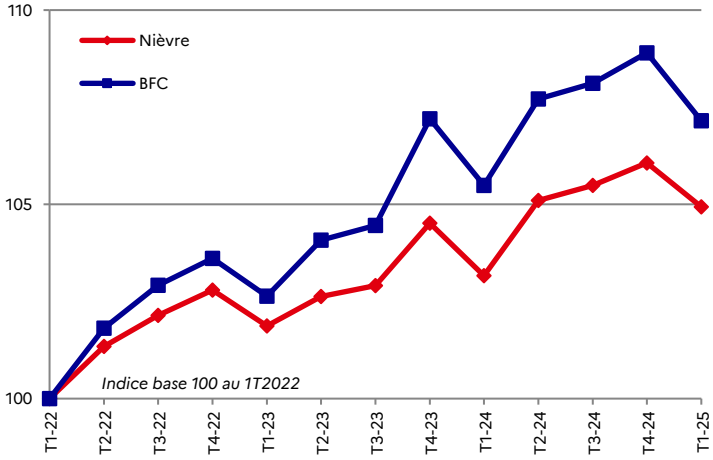
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

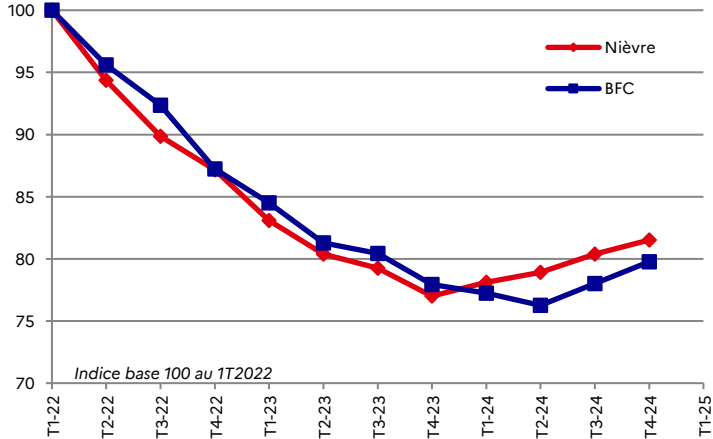
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

